

## RAPPORT DE SUIVI CRÉNEAU THEMATIQUE ENFANCE, SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION

### Section 1: Page de couverture et section d'identification du Programme conjoint

#### a. Informations de base et Identification du Programme conjoint

<p><b>Date de soumission : 31 decembre 2011</b>  <b>Soumis par</b>          Nom : <b>Lucia Elmi</b>          Titre : <b>Représentante UNICEF Mauritanie</b>          Organisation : <b>UNICEF</b>          Contact : <b>lelmi@unicef.org</b></p>	<p><b>Pays et fenêtre thématique:</b>  <b>Mauritanie</b>  <b>Nutrition, Sécurité Alimentaire et Enfance</b></p>
<p><b>N° de Projet MDTF/Atlas:</b>  <b>Titre: Accélération de la lutte contre la Faim et la Malnutrition des Enfants dans le sud est Mauritanien</b></p>	<p><b>Numéro du rapport : 4</b>  <b>Période de rapport : Période de rapport : Du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 31 décembre 2011</b>  <b>Durée du programme 36 mois</b>  <b>Date officielle de début : 29 aout 2009</b></p>
<p><b>Organisations des NU participantes</b>  <b>FAO, OMS, UNICEF et PAM</b></p>	<p><b>Partenaires de réalisation<sup>1</sup></b>  <b>Ministère des Affaires Economiques et du Développement</b>  <b>Ministère de la Santé</b>  <b>Ministère des Affaires Sociales, Enfance et Familles</b>  <b>Ministère du Développement Rural</b>  <b>Commissariat à la Sécurité Alimentaire</b>  <b>2 ONG internationales ( Couterpart international, ACORD)</b>  <b>6 ONG nationales ( APEP, ADICOR, ARDM, Au Secours, ODZASEM, ANADELP)</b></p>

Les informations financières communiquées doivent inclure les frais généraux, les frais de S&E et autres frais associés.

Bilan du Budget					
<b>Montant total approuvé pour le budget :</b>	<table> <tr> <td>FAO:</td> <td>USD \$ 1,694,880</td> </tr> <tr> <td>PAM:</td> <td>USD \$ 2,937,870</td> </tr> </table>	FAO:	USD \$ 1,694,880	PAM:	USD \$ 2,937,870
FAO:	USD \$ 1,694,880				
PAM:	USD \$ 2,937,870				

<sup>1</sup> Veuillez mentionner tous les partenaires engagés dans la réalisation, les ONG, les Universités, etc.

	UNICEF: USD \$ 2,395,024 OMS: USD\$ 472,226 <b>Total: USD\$ 7,500,000</b>
Montant total transféré à ce jour :	FAO: USD\$ 1,279,720 PAM: USD\$ 1,958,419 UNICEF: USD\$ 1,684,245 OMS : USD\$ 357,201 <b>Total: USD\$ 5,311,885</b>
Budget total engagé à ce jour :	FAO: USD \$ 832,932 PAM: USD \$ 1,958,000 UNICEF: USD \$ 1,286,609 OMS: USD\$ 357,017 <b>Total: USD\$ 4,434,558</b>
Budget total dépensé à ce jour :	FAO: USD \$ 83,2932 PAM: USD \$ 1,958,000 UNICEF: USD \$ 1,289,928 OMS: USD\$ 357,017 <b>Total: USD\$ 4,434,558</b>

**BENEFICIARIES**

**Bénéficiaires directs :** « Individus, groupes ou organisations qui bénéficient de l'action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non.

Type de bénéficiaire	Nombre d'institutions prévu	Nombre d'institutions à ce jour
Nombre de Centres de nutrition Communautaire (CNC)	37	37
Nombre de services de santé (CRENAS, CRENI)	120	60
CRENAM	200	120
SAVS	100	32
VCT	50	42
Nombre de Magasins multifonctionnels	7	5
Nombre de groupements d'agropasteurs bénéficiaires	75	34
Mobilisation sociale a travers les ONG	7	7

Bénéf	Prise en Charge MAM		
	Planifiés	Total realises	%realise
Enfants	32240	22415	69.525434

## Rapport de Suivi

Femmes	8060	5155	63.957816
--------	------	------	-----------

Bénéf	Prise en charge MAS		
	0-5 ans		
	Prevu	Realise	%
Enfants	1154	721	62%

	Bénéficiaires	VCT 2011							
		F<5	F 5-18	Fem		H<5	H 5-18	Hom	
		567	849	1,474		523	785	1,304	
567	849	1,474		523	765	1,304			
<b>TOTAL</b>		1,134	1,698	2,948	0	1,046	1,550	2,608	0

	Bénéficiaires	SAVS 2011							
		F<5	F 5-18	F>18		H<5	H 5-18	H>18	
		373	559	970		344	517	858	
373	559	970		344	517	858			
373	559	970		344	517	858			
<b>TOTAL</b>		1,119	1,677	2,910	0	1,032	1,551	2,574	0

**b. Cadre de suivi du Programme conjoint**

Ce modèle est identique à celui que vous trouverez dans les documents du PC. Nous avons ajouté 3 colonnes pour indiquer les niveaux de référence et les objectifs des indicateurs. Dans ce modèle, toutes les valeurs sont cumulatives. Cela signifie que les valeurs passées obtenues s'accumulent (s'ajoutent dans le temps) à mesure que le programme conjoint est mis en œuvre. Vous êtes tenu d'inclure non seulement les indicateurs, mais aussi la valeur de ceux-ci. Si vous ne le faites pas, veuillez en expliquer la raison, ainsi que la manière dont vous obtiendrez ces informations pour la période suivante.

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC *	Réalisation de l'objectif à ce jour**	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
<p><b>Effet 1</b> : La sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables est améliorée par l'accroissement de la disponibilité et l'accès aux produits alimentaires et le renforcement des capacités économiques des ménages en particulier du milieu rural pauvre</p> <p><b>Produits de l'effet 1</b></p> <p>1. La disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires aux populations sont améliorées</p> <p>2. Les circuits de production, de commercialisation et de stockage des produits alimentaires sont améliorés</p>	<p><b>Taux d'insécurité alimentaire au niveau des ménages</b></p>	<p>Baseline : 44% Calendrier : Juin 2009</p>	<p>36% Calendrier : 2012</p>		<p>Enquêtes sur la Sécurité Alimentaire des Ménages</p>	<p>Enquêtes annuelles, représentatives au niveau départementale</p>	<p>FAO, PAM : Le PAM a la responsabilité de mettre en place et de renforcer les SAVS et la mise en œuvre des VCT, les autres produits de cet effet sont de la responsabilité de la FAO</p>	<p>1. Les communautés doivent permettre le ciblage des femmes chefs de ménages plus vulnérables</p> <p>2. La disponibilité de l'eau et l'accès à la terre sont assurés</p> <p>3. La difficulté de créer des synergies et une bonne coordination entre la mise en œuvre des interventions</p> <p>4. Le risque d'aléas</p>
	<p><b>Score de diversité alimentaire dans les ménages</b></p>	<p>Baseline : a définir Calendrier : n/a</p>			<p>Enquêtes nutritionnelles SMART</p>	<p>Enquêtes SMART avec Collecte annuelle -</p>	<p>Avec la collaboration de FAO, le score de diversité</p>	

<p>3. Les capacités économiques des ménages ruraux sont améliorées</p> <p>4. Les capacités productives agricoles sont améliorées, surtout des femmes chefs de ménages et des sites bénéficiaires du programme de récupération nutritionnelle.</p> <p>5. La production agricole locale est améliorée par la création d'actifs productifs, surtout des femmes chefs de ménages et des sites bénéficiaires du programme de récupération nutritionnelle</p>	<p><b>Prévalence de la malnutrition chronique (stunting) chez les enfants de 6-59 mois</b></p> <p><b>Prévalence de la malnutrition aigue globale (wasting) chez les enfants de 6-59 mois</b></p>	<p>Baseline: 18,9% Calendrier : Juillet 2009</p> <p>Baseline: 12,5% Calendrier : juillet 2009</p>		<p>28.2% HEC et 16.3% HEG Calendrier : juillet 2011</p> <p>14.8 HEC et 12.4% HEG Calendrier : juillet 2011</p>	<p>conduites deux fois par an. Celle de juillet 2010 intègre le score de diversité alimentaire dans les ménages</p>	<p>pendant le période de soudure (Juillet 2011) et période post-récolte (décembre 2011)</p>	<p>alimentaire au niveau des ménages est intégré à l'enquête SMART de juillet 2010.</p>	<p>climatiques, du péril acridien et des urgences récurrentes (inondations, crise alimentaire et nutritionnelle)</p>
<p><b>Effet 2</b> : Les mères d'enfants de moins de cinq ans adoptent des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes est assurée de façon continue</p>	<p><b>Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de 6-59 mois</b></p>	<p>Baseline: 30.4% Calendrier : juillet 2009</p>	<p>24% Calendrier : 2012</p>	<p>39.7% HEC et HEG 24.3% Calendrier : Juillet 2011</p>		<p>2 Enquêtes pendant le programme, représentatives au niveau régional, Collecte faite durant an 1 et 3, pendant le période de soudure (entre Mars et Juillet) dans le cadre du programme</p>		<ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'engagement des services techniques régionaux est assuré</li> <li>2. La difficulté de créer des synergies et une bonne coordination entre les partenaires de la mise en œuvre des interventions</li> <li>3. La résistance</li> </ol>

Produits de l'effet 2								
1. Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers les Centres de Nutrition Communautaire	<b>Prévalence de l'allaitement maternel exclusif (AME) chez les nourrissons de moins de six mois</b>	Baseline: 46.2% Calendrier : Décembre 2009			Enquêtes Nutritionnelles Méthodologie SMART		Ministère de la Santé – mise en oeuvre  UNICEF – appui technique et financier	au changement qui peut aboutir à la non-adhésion des groupes cibles aux objectifs du programme (analphabétisme, dépendance du développement politique et social)
2. Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers le système de santé et les ONGs	<b>% des enfants de 6-59 mois avec une alimentation minimale acceptable (fréquence et diversité)</b>	Baseline: 8.2% Calendrier : décembre 2009	34,7%					4. L'enclavement des régions ciblées et la dispersion de la population Une dégradation de la sécurité alimentaire des groupes ciblés pourra limiter l'impact des activités de prévention de la malnutrition
3. Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers les CRENAMs	<b>% d'admission dans chaque type de structure en prise en charge de la malnutrition aigue sévère</b>	Baseline: 30% Calendrier : 2008	ND	Taux de guérison HEC 65.61%, HEG 74.31%	SNIS			
4. Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus à travers la promotion de l'IHAB.	<b>% d'abandon du traitement</b>	Baseline : 18% Calendrier : 2008		Taux d'abandon HEC 24.2% et HEG : 17.43%	SNIS			

<p>5. Les ménages bénéficient d'une eau de qualité améliorée</p>								
<p>6. Le protocole national de la prise en charge de la malnutrition aigue est intégré et approprié par les structures sanitaires et communautaires et les enfants sévèrement malnutris sont correctement pris en charge</p>								
<p>7. Le protocole national de la prise en charge de la malnutrition aigue est intégré et approprié par les structures et communautaires et les enfants modérément malnutris sont correctement pris en charge</p>								
<p>8. Les mécanismes de liaison sont établis entre les communautés et les systèmes de santé et la mobilisation sociale est effective</p>								

<p><b>Effet 3</b> : Les capacités de coordination et de suivi des acteurs du gouvernement et des partenaires sont renforcées en matière de nutrition et de sécurité alimentaire.</p>	<p><b>Nombre de participants aux sessions de formations de renforcement des capacités organisées à différents niveaux</b></p>	<p>Baseline : n/d Calendrier : n/d</p>	<p>20 participants</p>		<p>Rapport de formations  Comptes rendus de réunions</p>	<p>Collecte continue de données, selon les sessions de formation et réunions</p>	<p>CRD et CGP : maintenir registres détaillés d'assistance  Coordinateur Régional – maintenir base de données détaillé d'assistance aux formations transversalement a tous les secteurs</p>	<p>1. La situation d'insécurité liée au kidnapping des expatriés permet la mise en place de l'assistance technique externe 2. La situation politique durant la durée du programme permet sa mise en œuvre 3. Les organismes régionaux et locaux de gestion et développement adoptent une démarche participative et collaborent entre eux de façon continue 4. La forte mobilité du personnel des régions cibles suites à des affectations est atténuée 5. Les obstacles administratifs et d'accès aux services essentiels pour les populations vivant le long de la zone frontalière avec le Mali</p>
<p><b>Produits de l'effet 3</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les mécanismes régional et national de coordination des activités de nutrition et de sécurité alimentaire sont renforcés</li> <li>2. La surveillance nutritionnelle est opérationnelle</li> <li>3. La surveillance alimentaire et de sécurité alimentaire est opérationnelle</li> <li>4. Les activités de plaidoyer, de formation de journalistes et de communication externe sont opérationnelles</li> </ol>	<p><b>Niveau du fonctionnement de mécanismes de coordination (régularité et fréquentation des réunions aux :</b> <b>Nombre de réunion du CGP</b>  <b>Nombre de réunions des comités de pilotage réalisées par région</b>  <b>Nombre de sessions de plaidoyer organisées</b></p>	<p>Baseline : 0 Calendrier : juillet 2009  Entre janvier 2010 et juin 2010 : 4 réunions du CGP  Baseline : 0 Calendrier : Janvier-juin 2010 Cible : 2 réalisée : 2</p>	<p>10</p>	<p>10</p>			<p>Agence leader : UNICEF</p>	
				<p>2</p>				



c. Cadre de résultats du programme conjoint et informations financières

Ce tableau présente l'avancement financier cumulé de la mise en œuvre du programme conjoint à la fin du semestre. Il s'agit des chiffres financiers cumulés depuis le lancement du programme jusqu'à présent (y compris tous les décaissements annuels cumulés). Il doit servir de mise à jour du cadre de résultats qui se trouve dans votre document de programme d'origine. Vous devez fournir un tableau pour chaque résultat.

**Définition des catégories financières**

- **Montant total prévu pour le PC** : budget total alloué pour la durée complète du PC.
- **Montant total affecté estimé** : cette catégorie inclut tout montant affecté et déboursé à ce jour.
- **Montant total déboursé estimé** : cette catégorie n'inclut que les fonds déboursés et dépensés à ce jour.
- **Taux d'exécution estimé (%)** : fonds déboursés par rapport aux fonds transférés à ce jour.

Résultat du PC : : 1.1 : Les disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires aux populations sont améliorées.										
Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE RESPONSABLE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			NATIONAL/LOCAL	Montant total prévu pour le PC	Montant affecté total estimé	Montant déboursé total estimé
20 Villages servis; 20 SAVS (renforcement et Nouvelles création); bénéficiaires: 1360 femmes, 1254 hommes, 1876 garçons, 2027 filles gestionnaires en service, contribution positive à la stabilisation des prix des produits agricoles, plus grande disponibilité des intrants à la veille des saisons de production	1.1.1 Mise en place et renforcement de 20 Stocks alimentaires villageois de sécurité; formation des comités de gestion des SAVS	x			PAM	CSA	1 270 698	548 235	548 235	100%
	<b>Total</b>						<b>1 270 698</b>	<b>548 235</b>	<b>548 235</b>	<b>100%</b>
Résultat du PC : 1.2 Les circuits de production, de commercialisation et de stockage des produits alimentaires sont améliorés.										
01 étude de marché, hé, 07 magasin fonctionnel s, 02 atelier, 14	1.2.1 Etude des marchés	x			FAO	MDR	887 000	24 000	22 694	95%

	1.2.2. Amélioration des capacités de stockage et d'approvisionnement au niveau communal				FAO	MDR		400 966	337 171	84%	
<b>Total</b>								<b>887 000</b>	<b>424 966</b>	<b>359 865</b>	<b>85%</b>
<b>Résultat du PC : 1.3 Les capacités économiques des ménages ruraux sont améliorées</b>											
07 mutuelles fonctionnelles, 2 campagnes de crédit par site, 20 bénéficiaires par campagne dont 65% sont des femmes, plus de 40% des microprojets financés sont pour l'élevage, 14 gérants maîtrisant la gestion des mutuelles, stabilisation des prix des produits agricoles par zone (en période de soudure),	1.3.1 Appui économique des ménages aux micro crédits institutionnalisés et aux activités génératrices des revenus	x			FAO	MDR	428 000	322 865	248 304	77%	
	1.3.2. Mise en place des fonds de roulement pour approvisionnement et commercialisation des produits agricoles				FAO	MDR		358 640	142 304	40%	
<b>Total</b>								<b>428 000</b>	<b>681 505</b>	<b>390 608</b>	<b>57%</b>
<b>Résultat du PC : : 1.4 La production agricole locale est améliorée, surtout des femmes chefs de ménages et des sites bénéficiaires du programme de récupération nutritionnelle.</b>											
10 sites sont fournis en intrants nécessaires et équipés en matériel d'irrigation, 10 CRENAM sont fournis à la saison en produits agricoles diversifiés, 30 % de diversification de l'alimentation dans les CRENAM (2 mois par an),	1.4.1 Provision des intrants (semences, engrais, plants, etc.) dans les ménages qui sont en insécurité alimentaire chronique	x			FAO	MDR	269 000	111 773	80581	72%	

	1.4.2. Appui à la gestion de l'eau (irrigation, conservation des eaux et des sols, etc.)				FAO	MDR		61 476	1878	3.1%
	Total						269 000	173 249	82459	48%
<b>Résultat du PC 1.5 La production agricole locale est améliorée, surtout des femmes chefs de ménages et des sites bénéficiaires du programme de récupération nutritionnelle</b>										
50 sites de VCT mis en œuvre dans les 2 wilayas; bénéficiaires: 2250 femmes, 2360 hommes, 3540 garçons, 3838 filles	1.5.1 Mise en œuvre d'activités de 60 VCT par la création ou réhabilitation d'ouvrages et appui technique à la production agricole	x			PAM	CSA	749 321	635 245	624 133	98%
	Total						749 321	635 245	624 133	98%
<b>Produit 2 du programme conjoint: 2.1 Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers les Centres de Nutrition Communautaire (CNC)</b>										
Un contrat de travail est établi avec le MASEF et 30 sur 37 centres de nutrition communautaires (CNC) dans le Hodh El Gharbi sont renforcés et mènent régulièrement des activités de qualité de promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, de bonnes pratiques de traitement et conservation de l'eau à domicile	2.1.1 Contribution à la mise en œuvre de la stratégie de communication pour le changement de comportement (CCC) en nutrition dans les CNC (contrat MASEF)	x			UNICEF	MASEF	55 000	30 000	39315	131%
	2.1.2. Promotion des bonnes pratiques de conservation et de traitement de l'eau à domicile à travers les CNC (contrat MASEF)				UNICEF	MASEF	25 000	20 000	6022	30%
	2.1.3. Equipement bureau d'Aioun +Ordinateurs				UNICEF	MASEF	31 000	31 000	32 350	104%
	Total						111 000	81 000	77 687	96%
<b>Produit 2 du programme conjoint: 2.2 Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers le système de santé et les ONG</b>										

Deux contrats seront signés avec deux ONG pour conduire des activités de promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, Une fois par an la semaine mondiale de l'allaitement maternel sera célébrée dans les deux régions et deux fois par an l'intégration de la promotion de l'AME sera assurée dans les 2 000 villages des deux régions	2.2.1 Mise en œuvre du plan intégré de communication en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant et de l'hygiène (1/2 salaire annuel, DSA, coordonnateur, et véhicule et consultants)	x			UNICEF	MS	322 020	241 680	282,091	117%
	2.2.2. Contractualiser les ONG Internationales pour les activités communautaires (contrat ONG)				UNICEF	MS	160 000	140 000	185,639	133%
	2.2.3. Célébrer chaque année la semaine mondiale de l'allaitement				UNICEF	MS	30 000	20 000	15,848	79%
	2.2.4. Intégration de la promotion de l'AME dans les semaines de santé de l'enfant (vitamine A, déparasitage et AME)				UNICEF	MS	216 000	144 000	91,270	63%
	2.2.5. Formation des agents de santé				UNICEF	MS	84 000	50 000	4 663	9%
<b>Total</b>							<b>812 020</b>	<b>595680</b>	<b>579,511</b>	<b>97%</b>
Produit 2 du programme conjoint: 2.3 Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus chez les individus, les familles et les communautés à travers les CRENAM										
200 CRENAM; 16000 enfants, 4000 femmes, 524 auxiliaires	2.3.1 Mise des activités de communication et de sensibilisation sur hygiène dans les CRENAM (avec des outils disponibilisés par UNICEF)	x			PAM	CSA	120 000	61 592	31 000	50%
<b>Total</b>							<b>120 000</b>	<b>61 592</b>	<b>31 000</b>	<b>50%</b>

Produit 2 du programme conjoint: 2.4 Des comportements adéquats en matière d'alimentation du nourrisson et de jeune enfant sont promus à travers la promotion de l'IHAB										
7 formations 3 supervisions nationales par an 3 supervisions régionales	2.4.1 Renforcement des capacités des prestataires de santé et des partenaires en AME à travers l'IHAB (15 formations, 3 supervisions régionales et deux supervisions nationales par an)	x			OMS	MS	156 000	123 500	123 004	99,6%
<b>Total</b>							<b>156 000</b>	<b>123 500</b>	<b>123 004</b>	<b>99,6 %</b>
Produit 2 du programme conjoint: 2.5 Les ménages bénéficient d'une eau dont la qualité est contrôlée et suivie :31 et 50%.										
4 Medical staff Training (Water Quality Testing) 3 Medical staff Training (FOS) FOS water quality surveillance supervision (1/semester, 5 days/mission)	2.5.1 Contrôle de la qualité de l'eau potable (deux missions de dix jours par an)	x			OMS	MS	285 333	250 333	250 021	99,9%
<b>Total</b>							<b>285 333</b>	<b>250 333</b>	<b>250 021</b>	<b>99,9%</b>
Produit 2 du programme conjoint: 2.6 Le protocole national de la prise en charge de la malnutrition aigue est intégré et approprié par les structures sanitaires et communautaires et les enfants sévèrement malnutris sont correctement pris en charge										
60 centres de réhabilitation nutritionnelle seront rendus fonctionnels (équipement, formation et mise en place des outils) sur 120 et 4 missions d'équipes mobiles de prise en charge de la malnutrition aigue seront organisées dans 75 villages vulnérables situés au delà de 15 km d'un centre de prise en charge.	2.6.1 Assistance technique et appui en équipement/ intrants aux centres de récupération nutritionnels (Équipement anthropométrique, outils, IEC et Branding)	x			UNICEF	MS	87 000	61 000	84,789	139%
	2.6.2 Mise en place et fonctionnement des unités mobiles, visites régulières. (équipe mobile+location de véhicules)				UNICEF	MS	49 200	32 800	44,087	134%

	2.6.3. Recyclage et formation continue du personnel de santé et des partenaires pour une bonne prise en charge des enfants malnutris sévères				UNICEF	MS	84 000	70 000	64,271	92%
	2.6.4. Appui de UNICEF Nouakchott (salaire Staff+chauffeur et DSA Staff+ Chauffeur)				UNICEF	MS	327 120	218 080	281,136	129%
	<b>Total</b>						<b>547 320</b>	<b>381 880</b>	<b>474 283</b>	<b>124%</b>
Produit 2 du programme conjoint: 2.7 Le protocole national de la prise en charge de la malnutrition aiguë est intégré et approprié par les structures et communautaires et les enfants modérément malnutris sont correctement pris en charge.										
200 CRENAM; 16000 enfants, 4000 femmes, 524 auxiliaires	2.7.1 Mise en place et fonctionnement de 200 CRENAM: Soutien aux ONG, formation et visites régulières	x			PAM	CSA	197 649	420 653	420 108	99%
	2.7.2. Intégration du dépistage actif aux semaines de santé de l'enfant (dépend de la campagne de Vitamine A par UNICEF)				PAM	MS	149 349	76 281	75 367	99%
	<b>Total</b>						<b>346 998</b>	<b>115 665</b>	<b>115 475</b>	<b>99%</b>
Produit 2 du programme conjoint: 2.8 Les mécanismes de liaison sont établis entre les communautés et les systèmes de santé et la mobilisation sociale est effective. = < 30%										
200 CRENAM; 16000 enfants, 4000 femmes, 524 auxiliaires	2.8.1 Formation et mise en place aux relais communautaires ou agents de santé communautaire (dès que les formations d'ASC sont fini par UNICEF)	x			PAM	CSA	153 549	71 576	71576	100%
	<b>Total</b>						<b>153 549</b>	<b>71 576</b>	<b>71576</b>	<b>100%</b>

Produit 3 du programme conjoint: 3.1 Les mécanismes régional et national de coordination des activités de nutrition et de sécurité alimentaire sont renforcés										
Les mécanismes de coordination dans les deux régions sont mis en place et sont fonctionnels. Les acteurs en charge de la coordination sont formés. Les activités de plaidoyer, de documentation et de communication externe sont mises en œuvre.	3.1.1 Intégration au système régional de coordination des acteurs et des partenaires (ONG et SNU) et définition des procédures de coordination.	x			UNICEF	MAED	28 000	38 000	36,204	95%
	3.1.2. Renforcement des capacités du mécanisme de coordination régional (formation).				UNICEF	MAED	70 000	56 000	31,947	57%
	3.1.3. Plaidoyer, documentation, information auprès des décideurs centraux et des partenaires				UNICEF	MS	50 000	25 000	31,077	124%
<b>Total</b>							<b>148 000</b>	<b>119 000</b>	<b>99,228</b>	<b>83%</b>
Produit 3 du programme conjoint: 3.2 La surveillance nutritionnelle est opérationnelle										
Deux enquêtes annuelles sont conduites et le système d'information de routine est amélioré dans au moins 60 services de santé sur 120.	3.2.1 Organisation de deux enquêtes nutritionnelles (an 1 et an 3).	x			UNICEF	MS	240 000	120 000	112 929	94%
	3.2.2 Renforcement du système de surveillance nutritionnelle de routine (formation SNIS supervisions régionales et équipement en outils de gestion de l'information).				UNICEF	MS	105 000	91 000	59,565	65%
<b>Total</b>							<b>345 000</b>	<b>211 000</b>	<b>172494.15</b>	<b>82%</b>

Produit 3 du programme conjoint: 3.3 La surveillance alimentaire et de sécurité alimentaire est opérationnelle										
Une enquête de sécurité alimentaire est conduite	3.3.1 Organisation d'enquêtes de sécurité alimentaire	x			PAM	CSA	60 000	42 298	42298	100%
<b>Total</b>							<b>60 000</b>	<b>42 298</b>	<b>42298</b>	<b>100%</b>
Produit 4 Suivi évaluation et coordination du programme conjoint:										
Un atelier de lancement et une revue annuelle sont réalisés pour les deux régions du projet.	4.1 Atelier de lancement du programme	x			UNICEF	MS	15 000	15 000	18 105	120%
	4.2. Revue annuelle				UNICEF	MS	15 000	10 000	15,901	159%
	4.2 Revue a mi parcours				UNICEF	MS	0	0	0	0%
	4.3. Evaluation finale du Programme				UNICEF	MS	0	0	0	0%
<b>Total</b>							<b>30 000</b>	<b>20 000</b>	<b>34005.91</b>	<b>136%</b>
Produit 4 Suivi évaluation et coordination du programme conjoint:										
La coordination nationale et l'intégration de l'ensemble des fenêtres est assurée.	4.1 Contribution du programme aux coûts de coordination des programmes du F-OMD (expert international ; personnel d'appui ; fonctionnement et voyages)	x			UNICEF	MS	225 000	160 500	160500	65,982
<b>Total</b>							<b>225 000</b>	<b>96 000</b>	<b>160500</b>	<b>65,982</b>



Produit 4 Suivi évaluation et coordination du programme conjoint:										
La coordination nationale et l'intégration de l'ensemble des fenêtres est assurée.	4.1 Appui au fonctionnement de la coordination régionale	x			PAM	MS	45 107	30 072	55 066	180%
<b>Total</b>							<b>45 107</b>	<b>30 072</b>	<b>54 066</b>	<b>180%</b>

## Section II: Progrès du Programme conjoint

### a. Récit des progrès accomplis, des obstacles et des mesures d'urgence

#### Progrès au niveau des effets et des résultats:

Concernant le **résultat 1** relatif à la composante Sécurité Alimentaire 1, les activités réalisées sont:

- Les 7 magasins prévus la première année ont été construits trois au niveau du Hodh Charghi et 4 au niveau du Hodh El gharbi. 5 fonctionnent avec des outils de gestion complets et des instances dirigeantes formées. Les deux autres magasins construits sont au stade de mise en place des équipements et des outils de gestion.
- Les fonds de roulements pour les premiers 5 magasins sont signés et deux campagnes de microcrédits ont été lancées. Le recouvrement du crédit de la première campagne se poursuit.
- Les intrants agricoles vétérinaires et petits matériels horticoles grillage et produits phytosanitaires ont été distribués pour les deux campagnes 2010- 2011 et 2011-2012. Le dispatching des intrants a été effectué sur 51 sites.
- Le matériel d'irrigation a été commandé, le matériel de conservation et de protection des cultures est en cours de programmation avec les bénéficiaires
- Les 42 sites VCT ont été réalisés sur les 50 prévus dont 22 se trouvent au Hodh El gharbi. 10984 personnes ont bénéficié de ces projets. 56 autres sites ont été mis en place dans le cadre du Programme pays avec 6336 bénéficiaires ce qui porte le nombre de personnes bénéficiaires des projets VCT à 17, 320.
- Sur les 30 SAVS prévus 38 ont été réalisés avec 10836 bénéficiaires, 70 SAVS ont été mis en place ou renforcés dans le cadre du programme pays avec 4370 soit un total 15 233 bénéficiaires.
- Les bénéficiaires de l'appui maraîcher, céréalier et la formation en techniques culturales sont au nombre de 2500 bénéficiaires dont 1700 femmes et 800 hommes. Les bénéficiaires directs des caisses de crédits au niveau des MMF sont au nombre de 2950 dont 60% femmes et 40% hommes dans les deux Hodhs. La production pour une superficie de 5,80 hectares de maraichage dans les deux Hodhs est de 85,8 tonnes, soit un rendement moyen à l'hectare de 11 tonnes des spéculations cultivées à savoir : (Tomate, Oignon, Aubergine, Choux, Pommé, Carotte).

Concernant le **résultat 2** relatif à la composante nutrition, les activités réalisées sont:

- Une campagne de distribution de la vitamine A et de déparasitage a eu lieu intégrée à la campagne Polio. La couverture de la distribution de la vitamine A, est de 94,7% dans le HEC et 118,5% dans le HEG. Pour le déparasitage la couverture est de 119% au HEG et de 100% au HEC. Soit 107 807 enfants bénéficiaires de déparasitage et de vitamine A.
- Les dépistages des cas de malnutrition est en cours de réalisation, sur la base des résultats de ce dépistage les sites de CRENAM seront retenus et validés par le CRP.
- Dans le cadre du protocole nationale de la prise en charge de la malnutrition, les 120 CRENAM mis en place ont fonctionné sans rupture cette année et ont permis de prendre en charge 22 415 enfants malnutris modérés et 5155 femmes, 564 auxiliaires ont été encadrées
- Au niveau des CRENAS. 628 cas de MAS ont été pris en charge
- Formations des prestataires de santé et des partenaires en AME à travers l'IHAB (15 formations, 3 supervisions régionales et deux supervisions nationales par an)
- Acquisition de 10 kits portables de contrôle de qualité de l'eau de boisson et Formation/recyclage de 20 techniciens sur le contrôle de qualité eau; (01 de la santé et 01 de l'hydraulique par kit et Moughataas) ;
- Supervision du niveau central vers le régional et supervision du niveau régional au périphérique pour une décentralisation réelle du contrôle de qualité de l'eau
- Révision en cours du guide de sensibilisation sur l'hygiène alimentaire à travers les cinq clés de l'OMS pour des aliments plus sûrs (non encore adopté) ;
- 26 8852 contact/ personnes ont été exposés aux messages sur les 5 pratiques familiales essentielles à travers le partenariat avec 7 ONG nationales et internationales

**Résultat 3** : Les comités régionaux de pilotage du PC se sont réunis à 5 reprises, ils ont effectué une mission de supervision conjointe. Ils ont été formés sur le suivi évaluation.

- Une base de données nutrition sécurité alimentaire a été mise en place
- La revue à mi-parcours a été conduite
- Le CGP a eu 5 réunions cette année

#### Prendre des mesures pour le Durabilité de programme conjoint:

Un lien fonctionnel a été mis en place entre le Comité Régional de Développement Socio-Sanitaire et les Comités de pilotage régionaux avec l'élargissement de ces derniers sur les autres secteurs ( environnement, hydraulique...) Il est prévu en début de 2012 les Comités régionaux de coordination seront mis en place par arrêté.

La revue présente du Programme statuera sur la prolongation du programme pour consolider les acquis une proposition de prolongation de 2 années et 10 mois dont les dix mois sans couts. ..

Faites-vous face à des difficultés dans la mise en œuvre?  Oui  Non

Si applicable, quelles sont les causes des difficultés rencontrées? Veuillez cocher l'option la plus pertinente

b.

- Coordination des agences des NU
- Coordination avec le gouvernement
- Coordination au sein du(des) gouvernement(s)
- Difficulté administrative (achats, etc.), financière (gestion des fonds, disponibilité, révision du budget, etc.)
- Gestion : 1. Gestion de l'activité et de la réalisation 2. Gouvernance 3. Prise de v décision 4. Responsabilisation
- Conception du Programme conjoint

c.

- Difficulté externe au Programme conjoint (risques et hypothèses, élections, désastre naturel, troubles sociaux, etc.)
- Autre difficulté. Veuillez préciser:

b. Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés réelles rencontrées par le Programme conjoint. Décrivez ces difficultés par rapport au plan du Document du Programme conjoint. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

- La faiblesse des liaisons fonctionnelles entre les différentes interventions, bien qu'elles se sont améliorées substantiellement depuis le démarrage du Programme
- Les répondants au sein des agences sont souvent multiples selon l'activité en question ce qui rend le processus de communication long et difficile
- Les mécanismes de circulation de l'information entre les agences du SNU d'une part et entre les ministères d'autre part ne sont pas encore rodés et provoquent des retard dans le reporting

c. Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés externes au Programme conjoint (Non causées par le Programme conjoint) qui ralentissent la mise en œuvre. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

La situation de sécurité alimentaire engendrée par une année avec faible pluviométrie et faiblesse des pâturages engendre des nouveaux défis plus généraux par rapport aux objectifs du Programme qui est un programme d'accélération. La nature de certaines activités qui contiennent de gros ouvrages (Magasins multifonctionnels..) qui prennent assez de temps pour la construction et la mise en place et la formation des instances de gestion des mutuelles. La faiblesse des capacités des services décentralisés au niveau de certains partenaires ralentissent la mise en œuvre. La situation de sécurité dans les régions surtout au niveau du Hodh Echargui représente un obstacle aux activités surtout dans les aspects de suivi évaluation et de monitoring.

Veillez décrire brièvement (en 250 mots) les mesures projetées pour éliminer ou atténuer les difficultés décrites ci-dessus (b+C). Essayez le plus possible d'être précis dans vos réponses.

- Des réunions de synergies ont été faites regroupant l'équipe de coordination régionale des agences des nations unies, les acteurs opérationnels (médecins de Moughataas, ONG) et les services régionaux).
- Ces réunions ont donné suite à la mise en place des noyaux de nutrition- sécurité alimentaires au niveau village composés du responsable du CRENAS, CRENAM, Président SAVS et relais communautaire.
- Un manuel de suivi évaluation a été élaboré et la formation des comités de pilotage
- Une base de données commune nutrition, sécurité alimentaire a été mise en place est en cours et est attendue au mois d'aout 2011
- Les campagnes Vit A ont été intégrées aux campagnes
- Un plan d'urgence a été élaboré au niveau des deux régions pour répondre a la situation d'insécurité alimentaire.
- Deux consultants Nationaux ont été recruté pour suivre les activités dans les zones à risque.

**a. Coordination Inter-Agence et Unité dans l'Action**

Le Programme conjoint dans son ensemble reste-t-il dans la ligne du PNUAD? Veuillez cocher la bonne réponse

Oui  Non

- Si non, comment le Programme conjoint s'intègre-t-il aux stratégies de développement propres au pays?

Oui  Non

Si non, veuillez expliquer:

Quels types de mécanismes de coordination et de décisions ont été mis en place pour assurer un processus et une (des) réalisation(s) conjoint(es)? Les différents programmes conjoints du pays assurent-ils une coordination entre eux? Veuillez répondre aux questions ci-dessus mentionnées et y ajouter tous autres commentaires pertinents (en 250 mots):

Un coordinateur de toutes les fenêtres du Fonds- OMD assure la coordination de l'ensemble et participe activement aux réunions du CGP, une équipe multi agence est mise au niveau périphérique (régionale) appuyée par les points focaux nutrition sécurité alimentaire des agences. Le coordinateur REACH participe également aux réunions du CGP. La coordination entre les programmes reste très faible

Veillez indiquer les valeurs de chaque catégorie du tableau d'indicateurs ci-dessous:

Indicateurs	Référence	Valeur actuelle	Sources de vérification	Méthodes de collecte
Nombre d'activités de gestion (financière, achats, etc.) menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	0	0		
Nombre d'analyses conjointes (études, diagnostic) menées dans le cadre du PC du F-ODM	0	3	Rapport sur le dépistage intégré à la campagne de masse de vitamine A,	Rapports
Nombre de missions et d'analyses menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	0	6	Rapport de la mission conjointe sur le ciblage et la mise en place des comités régionaux de pilotage Rapport de la mission conjointe de suivi et de supervision moughataa de Tamchekett. Rapports de mission conjointes Comites de pilotage et de mise en place des noyaux de nutrition, Rapport de la mission des chefs d'agences	Rapports

Veillez fournir des informations additionnelles étayant les valeurs des indicateurs (en 250 mots)  
Essayez de décrire des faits qualitatifs et quantitatifs en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

**b. Efficacité du développement: Déclaration de Paris et Programme d'Action d'Accra**

Les partenaires du gouvernement et autres partenaires de la mise en œuvre nationale sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- Pas engagés
- Quelque peu engagés
- Assez engagés
- Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités les partenaires du gouvernement sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- Politique/prise de décisions
- Gestion:  budget  Achats  Fourniture de services
- Autres, spécifiez: SUIVI

**Qui dirige et/ou préside le CGP et combien de fois s'est-il réuni ?**

Institution dirigeant et/ou présidant le CGP Ministère de la Santé/UNICEF      Nombre de réunions. 5

La Société Civile et/ou le Secteur privé sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- Pas engagés
- Quelque peu engagés
- Assez engagés
- Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- Politique/prise de décisions
- Gestion:  budget  Achats  Fourniture de services
- Autres, spécifiez: Suivi

Les citoyens sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- Pas engagés
- Quelque peu engagés
- Assez engagés
- Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités les citoyens sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- Politique/prise de décisions
- Gestion:     budget     Achats     Fourniture de services
- Autres, spécifiez: Suivi

Où est logée l'Unité de gestion du Programme?

- Gouvernement National     Gouvernement Local
- Agence des NU     Seul     Autre, spécifiez

Sur la base de vos réponses précédentes, décrivez brièvement la situation actuelle du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des citoyens en termes d'appropriation, de conformité et de responsabilité mutuelle des programmes conjoints et donnez des exemples

L'unité de coordination du programme est logée dans le sous bureau du PAM à Aioun pour offrir les meilleures conditions de travail au personnel recruté dans le cadre du PC étant donné la faiblesse des structures locales sur le plan des infrastructures. Les institutions publiques et les ONGS sont des partenaires de mise en œuvre qui participent aux réunions du CGP et des comités régionaux de pilotage du programme. Les services techniques de l'état et les ONGS assurent la mise en œuvre du programme.

Les activités du programme bénéficient de l'attention des autorités locales qui prennent part aux réunions des comités de pilotage.

Les réunions de comité de pilotage au nombre de 4 entre janvier et décembre 2011 garantissent la participation des secteurs publics, de la société civile dans la conception, le suivi évaluation des interventions. Les citoyens sont impliqués directement dans la gestion d Programme à travers les comités de gestion des SAVS, CRENAM, VCT, MMF...etc. qui sont actuellement regroupés dans les noyaux de nutrition sécurité alimentaire. Ces noyaux garantissent l'appropriation des actions ainsi que le suivi de proximité

**c. Communication et Plaidoyer**

Le PC a-t-il articulé une stratégie de communication et de plaidoyer qui aide à l'avancement de ses objectifs et du développement de ses résultats? Si pertinent, veuillez brièvement expliquer dans une pièce jointe les objectifs, éléments clés et public cible de cette stratégie (max. 250 mots)

Oui       Non

Veuillez fournir une brève explication des objectifs, éléments clés et de l'audience ciblée par cette stratégie (max. 250 mots).

Le Programme conjoint a développé un programme de communication et de plaidoyer annuel. Ce programme a essentiellement deux objectifs :

- Le Programme MDG-F Nutrition et sécurité alimentaire est plus visible et ses interventions mieux connues et appréciées par ses partenaires et le public grâce à la communication externe.
- Le Programme MDG-F promu à travers le plaidoyer pour les OMDs et la mobilisation des ressources et des partenariats

Pour arriver à ces objectifs le programme a développé une gamme de stratégies ; presse Briefing, histoires de vie, organisation de field visites pour journalistes (12 journalistes en 2010 et 9 en 2011) et production de supports. La mise à profit des radios régionales permettra d'approcher les services des citoyens. Pour le volet Plaidoyer le Programme conjoint a comme stratégie l'organisation de panels de haut niveau (1 déjà organisé en 2010 et un prévue en 2012), la production de vidéo de capitalisation des acquis du programme et la mobilisation de ressources par l'appui d'expertise externe. Ce Programme vise d'une part les élus locaux et l'administration territoriale mais aussi les populations reculées et enclavées

Quels apports concrets les efforts de plaidoyer et de communication mentionnés dans le PC et/ou les stratégies nationales contribuent à leurs réalisations

- Augmenter la sensibilisation entre les citoyens et les gouvernements en rapport aux questions liées aux ODM.
- Augmenter le dialogue entre citoyens, la société civile, le gouvernement national local en rapport aux pratiques et politiques de développement.
- Politique nouvelle/adoptée et législation promouvant l'avancement des ODM et autres objectifs connexes.
- Établissement et/ou lien avec les réseaux sociaux promouvant l'avancement des ODM et autres objectifs connexes.
- Moments clés/manifestations de mobilisation sociale qui soulignent ses questions.
- Promotion via les médias et plaidoyer
- Autres (utilisez la case ci-dessous)



Quel est le nombre et type de partenariats ayant été établis entre les différents secteurs de la société afin de promouvoir la réalisation des ODM et autres objectifs connexes?

- |   |            |
|---|------------|
| <input type="checkbox"/> Organisations religieuses                | Nombre     |
| <input type="checkbox"/> Réseaux sociaux/coalitions               | Nombre 7   |
| <input checked="" type="checkbox"/> Groupes locaux de citoyens    | Nombre 110 |
| <input checked="" type="checkbox"/> Secteur Privé                 | Nombre 5   |
| <input type="checkbox"/> Institutions académiques                 | Nombre 1   |
| <input checked="" type="checkbox"/> Groupes de média/journalistes | Nombre 2   |
| <input type="checkbox"/> Autres (utilisez la case ci-dessous)     | Nombre     |

Le PC a permis de former des journalistes de deux grands réseaux liés aux groupes de media/journalistes; (1) réseau de femmes journalistes et (2) le syndicat des journalistes indépendants. Le PC contractualise 2 ONGs internationales et 6 nationales présentes dans les deux régions.

Quelles activités de promotion le programme met-il en œuvre pour s'assurer que la population locale ait accès adéquat aux informations sur le programme et sur les opportunités découlant d'une participation active à sa réalisation?

- Discussions de groupes focaux
- Enquêtes sur les ménages
- Utilisation des moyens de communication locaux tels que la radio, les troupes de théâtre, les journaux, etc.
- Forum de réunions ouvertes au public
- Renforcement des capacités/Formations
- Autres

Les journalistes formes par REUTERS sur la nutrition et media ont organisent des émissions sur les radios locales avec participation directe des bénéficiaires du Programme. Ces émissions ont permettent aux populations de poser des questions sur le PC et de manifester leurs avis quant aux interventions mises en œuvre. Des interviews avec les services concernés ont été également menées en vue d'informer le public sur les OMD, l'OMD1 et le PC Nutrition sécurité alimentaire et nutrition.

Des publications sur le net et dans la presse écrite ont été réalisées pour faire connaitre le programme et son bailleur le royaume d'Espagne

Le programme compte organiser des activités avec les deux radios rurales présentes au niveau des régions pour informer les populations sur les services, les OMD et le bailleur de fonds en 2012.

**Section III: Objectifs de Développement du Millénaire**

**a. Objectifs de Développement du Millénaire**

Le principal objectif du F-ODM est de contribuer à l’avancement vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le monde. Cette sous-section sert à recueillir les données et les informations sur la contribution des programmes conjoints à un ou plusieurs objectifs et cibles du Millénaire pour le développement.

À cette fin, le secrétariat a développé une matrice dans laquelle vous devez relier les résultats de votre programme conjoint à un ou plusieurs cibles et objectifs du Millénaire pour le développement. Cette matrice doit être interprétée de gauche à droite. Dans un premier temps, vous devez y indiquer en quoi chaque résultat du PC contribue à un ou plusieurs OMD. Une fois ces liens établis, ils doivent être approfondis en reliant chaque résultat du programme conjoint à un ou plusieurs OMD. Dans un troisième temps, vous devez estimer le nombre de bénéficiaires atteints par le PC pour chaque résultat spécifique. Enfin, vous devez sélectionner les indicateurs les plus adaptés dans le cadre de S&E de votre programme conjoint pour mesurer les cibles du Millénaire sélectionnées. Voir l’exemple ci-dessous.

ODM 1	Résultat 1 du Programme Conjoint	Cible ODM 2	Indicateurs ODM	Indicateur de PCs
Eradiquer l’extrême pauvreté et la faim	La sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables est améliorée par l’accroissement de la disponibilité et l’accès aux produits alimentaires et le renforcement des capacités économiques des ménages en particulier du milieu rural pauvre	Réduire de moitié, d’ici 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	Prévalence de l’insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans  Proportion de la population en dessous du seuil minimal d’apport recommande en énergie alimentaire	Taux d’insecurite alimentaire
	Résultat 2 du Programme Conjoint	Cible ODM 2	Indicateur ODM	Indicateur de PC
	Les mères d’enfants de moins de cinq ans adoptent des comportements adéquats en matière d’alimentation du nourrisson et du jeune enfant et la prise en charge de la malnutrition aiguë chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes est assurée de façon continue	Réduire de moitié, d’ici 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	Prévalence de l’insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans  Proportion de la population en dessous du seuil minimal d’apport recommande en énergie alimentaire	Prévalence de l’insuffisance pondérale chez les enfants de 6-59 mois  % des enfants de 6-59 mois avec une alimentation minimale acceptable (fréquence et diversité)

	Résultat 3 du Programme Conjoint	Cible ODM	Indicateur ODM	Indicateur de PC
	Les capacités des acteurs du gouvernement et des partenaires sont renforcées pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques en matière de nutrition et de sécurité alimentaire	-	-	Niveau du fonctionnement de mécanismes de coordination (régularité et fréquentation des réunions aux : Nombre de réunion du CGP  Nombre de réunions des comités de pilotage réalisées par région  Nombre de sessions de plaidoyer organisées

### Commentaires explicatifs additionnels

Veillez indiquer toute information et contribution pertinente du programme pour les ODM, tant au niveau national que local.

Les interventions de nutrition et de sécurité alimentaire contribuent aussi à l'atteinte de l'ODM 2, 3, 4, 5 et 6.

Veillez indiquer tous autres commentaires ou données que vous souhaitez communiquer au Secrétariat du F-ODM.

Le lien entre REACH et PC conjoint permettent de renforcer la coordination intersectorielle de nutrition. La facilitatrice REACH participe aux réunions du comité de gestion

1.1. Nombre d'individus souffrant d'insuffisance pondérale dans les domaines d'intervention					
<input checked="" type="checkbox"/> Enfants âgés de moins de 2 ans	Nbre total 13166	Nbre en zone urbaine 2106	Nbre en zone rurale 11060	Nbre de filles 6129	Nbre de garçons 7037
<input checked="" type="checkbox"/> Enfants âgés de 2 à 5 ans	Nbre total 15987	Nbre en zone urbaine 2558	Nbre en zone rurale 13429	Nbre de filles 7441	Nbre de garçons 8546
<input type="checkbox"/> Enfants âgés de plus de 5 ans	Nbre total	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Nbre de garçons
<input type="checkbox"/> Femmes	Nbre total	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de femmes enceintes	
1.2. Nombre d'individus pris en charge au titre du programme conjoint qui reçoivent un traitement contre la malnutrition aigue et/ou des services d'appui à la sécurité alimentaire dans les zones d'intervention					
CRENAM	Nbre total 5155	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de femmes enceintes	Nbre de garçons
<input checked="" type="checkbox"/> Femmes	Nbre total	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de femmes enceintes	
<input type="checkbox"/> Hommes	Nbre total 22415	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	
<input checked="" type="checkbox"/> Enfants de 6 a 59 mois					
CRENAS					
<input checked="" type="checkbox"/> Enfants de 6 a 59 mois	Nbre total 721				

1.3. Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans<sup>2</sup> :

Échelon national **24,5 %** Zone ciblée **24,3 %** HEC et **39,7 % HEG**

**Proportion de la population dont l'apport énergétique alimentaire est inférieur au besoin énergétique alimentaire minimal :**

Échelon national        %        Zone ciblée        %

Si disponible / applicable :

**Prévalence de l'malnutrition chronique :**

Échelon national 18,8%        Zone ciblée 23% HEG et 18.4% HEC

**Prévalence de l'anémie :**

Échelon national 84,7%        Zone ciblée 89,1%

**Remarque :**

- **L'ensemble des données nutritionnelles datent de juillet 2011**
- **Pour la prévalence de l'anémie les données datent de mars 2008**

---

<sup>2</sup> Chiffres extraits de la liste officielle des indicateurs relatifs aux OMD

1.4. Type d'interventions et/ou de stratégies mises à l'échelle grâce à l'appui du programme conjoint et nombre de citoyens bénéficiaires :

<input checked="" type="checkbox"/> Production alimentaire et diversification dans les petites exploitations	Nbre à l'échelon national 19800	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons
<input type="checkbox"/> Enrichissement des produits alimentaires	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons
<input type="checkbox"/> Programmes de distribution de repas scolaires	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons
<input checked="" type="checkbox"/> Communication relative à la modification du comportement	Nbre à l'échelon national 268800	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons
<input checked="" type="checkbox"/> Approches sexospécifiques	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons
<input type="checkbox"/> Interventions ciblant les populations vivant avec le VIH	Nbre à l'échelon national 421394	Nbre à l'échelon local 268800	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons
<input checked="" type="checkbox"/> Promotion de l'allaitement au sein exclusivement	Nbre à l'échelon national 10100	Nbre à l'échelon local 2800	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons
<input checked="" type="checkbox"/> Programmes d'alimentation thérapeutique	Nbre à l'échelon national 543 763	Nbre à l'échelon local 107 802	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons
<input type="checkbox"/> Vaccinations	Nbre à l'échelon national 489 833	Nbre à l'échelon local 98076	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale	Nbre de filles	Femmes enceintes	Nbre de garçons
<input checked="" type="checkbox"/> Autre ( Capsules de Vitamine A 6-59 mois)	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale			Nbre de garçons
Mebendazole 12-59 mois	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon local	Nbre en zone urbaine	Nbre en zone rurale			Nbre de garçons

## 2. Plaidoyer et intégration de l'accès à l'alimentation et à la nutrition de l'enfant dans les politiques pertinentes

### 2.1 Nombre de lois, de politiques et de plans liés à la sécurité alimentaire et la nutrition de l'enfant élaborés ou examinés au titre du programme :

- |  |                           |   |                        |    |
|--|---------------------------|---|------------------------|----|
| <input checked="" type="checkbox"/> Politiques | Nbre à l'échelon national | 1 | Nbre à l'échelon local |    |
| <input checked="" type="checkbox"/> Lois       | Nbre à l'échelon national | 1 | Nbre à l'échelon local |    |
| <input checked="" type="checkbox"/> Plans      | Nbre à l'échelon national | 1 | Nbre à l'échelon local | 10 |

## 3. Estimation, suivi et évaluation

### 3.1. Nombre de systèmes d'informations appuyés par le programme conjoint fournissant des données ventilées relatives à la sécurité alimentaire et la nutrition :

Nbre à l'échelon national 1  
Nbre en zone rurale 1  
Nbre total 2